

**ACCORD-CADRE POUR DES MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE  
CONCERNANT DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ETAT ET MISSIONS  
SPECIFIQUES POUR LES ETABLISSEMENTS DE LA CCI PARIS ILE-DE-  
FRANCE**

Numéro de consultation : **2025-EPA-024**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**CANDIDATURES**

**APPEL D'OFFRES RESTREINT**

**Services**

*Code de la commande publique*

**DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES : MERCREDI 2 AVRIL 2025 A 12 HEURES**

Le dossier de consultation fourni aux entreprises est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation,
- la fiche « Coordonnées du candidat »,
- le cadre de réponse des candidatures,
- l'acte d'engagement valant CCP (document contractuel à remplir obligatoirement par le candidat).

**Ce document comporte 14 pages y compris la page de garde**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 5 - MODALITES DE REPONSE .....	4
5.1. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES .....	4
5.2. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE .....	4
5.3. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS .....	5
5.4. VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS .....	5
5.5. MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE .....	5
ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	6
6.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES .....	6
6.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE .....	6
6.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE .....	7
6.4. PRESENTATION DES OFFRES .....	7
6.4.1. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE L'OFFRE .....	7
6.4.2. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE .....	8
ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES.....	8
7.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (APTITUDE, CAPACITES, NON INTERDICTION DE SOUMISSIONNER).....	8
7.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE .....	10
7.3. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE .....	11
ARTICLE 8 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE .....	11
8.1. EXAMEN DES OFFRES.....	11
8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE .....	12
8.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	12
8.4. PIÈCES CONCERNANT LES ATTRIBUTAIRES ENVISAGES POUR DEPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VERIFIEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGEE DE SA PART .....	13
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPONSES SUR CES DOCUMENTS .....	13
9.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....	13
9.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE .....	13
9.1.2. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE .....	13
9.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	13
9.2.1. QUESTIONS .....	13
PENDANT LA PHASE PRECEDANT LA REMISE DES CANDIDATURES, LES OPERATEURS ECONOMIQUES PEUVENT FAIRE PARVENIR LEURS QUESTIONS OU DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES AU PLUS TARD 10 JOURS AVANT LES DATE ET HEURE LIMITEES DE DEPOT DES CANDIDATURES. ....	13
9.2.2. REPONSES .....	14

## ARTICLE 1 - ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France  
49 rue de Tocqueville  
75017 Paris

**Type d'organisme :** GIE géré par un établissement public administratif de l'État.

## ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation a pour objet : des prestations de maîtrise d'œuvre en matière de travaux dans le domaine du bâtiment et missions spécifiques, dans les différents établissements de la CCI Paris Ile de France (C.C.I.R).

Les missions pourront être complètes ou partielles selon la nature et l'importance des opérations.

La liste des sites, leur localisation, la nature et la destination des bâtiments sont précisées en annexe 2 de l'Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE - CCP).

Les établissements de la C.C.I.R. sont principalement des bâtiments d'enseignements et de bureaux classés E.R.P. toutes catégories ou code du travail, et quelques entrepôts. Tous les sites restent en activité durant la réalisation de la mission.

Le CCAG applicable est le CCAG de maîtrise d'œuvre.

L'accord-cadre est multi-attributaire.

Nombre d'attributaires au maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres : deux (2).

**Les prestations attendues sont décrites dans les documents contractuels joints au dossier de consultation.**

## ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes en application des articles L2124-2, R2124-1 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence dans les conditions précisées dans l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre est multi-attributaire, c'est-à-dire qu'il est conclu avec 2 (deux) titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

## ARTICLE 4 - PROCÉDURE DE PASSATION

- Appel d'offres restreint, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2° et R. 2161-6 à R. 2161-11 du Code de la commande publique.

Le nombre maximum de candidats que le pouvoir adjudicateur prévoit d'inviter est de **cinq (5)**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Les critères de sélection des 5 premiers candidats sont ceux indiqués dans l'avis précité et à l'article 7.2 ci-après.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum ci-dessus, le pouvoir adjudicateur pourra poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

## ARTICLE 5 - MODALITES DE REPONSE

Les entreprises peuvent répondre seules ou avec d'autres entreprises ou d'autres opérateurs économiques, dans les conditions suivantes :

### 5.1. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

- ✓ **Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles).**

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

**Néanmoins, dans ce cas**, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité.

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements. Cependant, un candidat individuel peut être membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Le cas échéant, la forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter les prestations détaillées et précisées dans l'accord-cadre et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique

L'un des prestataires, membre du groupement est désigné comme mandataire.

Le mandataire est obligatoirement soit l'architecte ou bien le bureau d'études techniques (BET) qui doit obligatoirement comporter, dans sa structure interne, un architecte diplômé inscrit à l'ordre des architectes.

Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 5.2. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'un ou de plusieurs sous-traitants.

**Dans ce cas, le candidat doit cumulativement :**

- justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;

- présenter le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance téléchargeable sur le site du ministère de l'Économie.

### **5.3. MODALITES DE REPONSE EN CAS DE PRISE EN COMPTE DANS LA REPONSE DE LA CAPACITE D'OPERATEURS ECONOMIQUES AUTRES QUE DES CO-TRAITANTS OU DES SOUS-TRAITANTS**

Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières concernant la prestation, que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques.

**Dans ce cas, le candidat doit :**

- justifier des capacités de ces opérateurs en produisant les renseignements relatifs à la candidature énoncés dans l'avis de publicité ;

**et**

- justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché en produisant un engagement écrit de l'opérateur. Cet engagement sera exigé au stade de la vérification des capacités des candidats.

### **5.4. VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS**

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le cahier des charges.

### **5.5. MODALITÉ DE RÉPONSE ÉLECTRONIQUE**

**Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessous à l'article « conditions d'envoi et de remise des dossiers des entreprises » est nul et non avenue.**

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme du pouvoir adjudicateur.

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- .pdf,
- .doc ou .rtf,
- .xls,
- .ppt,
- .jpg ou .jpeg.

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

#### **SIGNATURE ELECTRONIQUE :**

Celles des pièces des candidature et offre transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique qui requièrent une signature en bonne et due forme doivent être signées électroniquement et individuellement pour tout moyen garantissant notamment l'identification du candidat.

**Important : ainsi, l'accord-cadre doit être signé en propre, la signature du seul zip n'étant pas suffisante.**

Les candidats sont informés qu'il n'est pas demandé que l'acte d'engagement ou l'accord cadre soit signé au moment du dépôt de l'offre.

Sa signature sera exigée en cas d'attribution du contrat. L'attributaire recevra alors une demande de signature via DOCUSIGN, l'outil de signature du GIE du Groupe CCI Paris Ile-de-France.

#### **ENVOI D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE :**

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique selon les modalités indiquées à l'article ci-dessous « présentation des candidatures et des offres ».

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur,
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à le pouvoir adjudicateur dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais.

## **ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

L'action du pouvoir adjudicateur s'inscrivant dans une démarche de **développement durable**, elle souhaite limiter le poids du papier dans les procédures de marchés publics.

Ainsi, la transmission des brochures ou documentations générales sans rapport direct avec le besoin exprimé par le pouvoir adjudicateur doit être évitée sous le format papier et privilégiée sous format électronique.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le pouvoir adjudicateur.

Enfin, les documents devront être respectés les règles suivantes :

- nom de documents : Type de document-nom de l'entreprise (exemple : AE-NOMENTREPRISE)
- les formats de documents mis en ligne devront être ceux de la réponse
- **OU**
- Les documents mis à disposition au format excel (.xls ou .xlsx) devront être remis sous ce même format

### **6.1. PRESENTATION DES CANDIDATURES**

Les candidats doivent remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de la sélection des entreprises admises à présenter une offre.

### **6.2. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE**

**Le dossier de candidature comprend impérativement les documents et renseignements énoncés à l'article 7 du présent document à remettre dans les conditions décrites à l'article 6.3 ci-dessous « conditions d'envoi et de remise des candidatures ».**

### **6.3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

**Les dossiers de candidature doivent être transmis UNIQUEMENT par voie électronique à l'adresse suivante :**

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**Si une COPIE DE SAUVEGARDE EST EGALEMENT TRANSMISE ; celle-ci devra être envoyée :**

- par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception avec la mention « COPIE DE SAUVEGARDE : « **ACCORD-CADRE POUR DES MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE ET MISSIONS SPECIFIQUES** » – NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante :

GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France - Direction des achats  
47/49, rue de Tocqueville  
75017 PARIS

**OU**

- être déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h à **la même adresse**.

#### **TRES IMPORTANT :**

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis non parvenus aux date et heure limites indiquées sur la page de garde du présent document ne seront pas pris en compte.
- ✓ Par ailleurs, les candidats doivent déposer leur offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (art. R2151-6 du code de la commande publique).
- ✓ Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis indiqué sur la page de garde.

### **6.4. PRESENTATION DES OFFRES**

#### **6.4.1. ELEMENTS A REMETTRE AU TITRE DE L'OFFRE**

**A TITRE INDICATIF**, la liste des éléments qui seront à remettre au stade de la remise des offres par les candidats invités à soumissionner est la suivante :

- Acte d'engagement valant CCP,
- Cadre de réponse financier à remettre impérativement en format « excel » *(Ce cadre doit obligatoirement contenir l'intégralité des onglets et des postes selon le modèle joint au DCE. Aucun autre document ne sera accepté par le pouvoir adjudicateur),*
- Mémoire technique fourni par le candidat et reprenant les éléments relatifs aux critères de sélection des offres énoncés à l'article 8 du présent document.
- Cadre de réponse « Liste interlocuteur principal par spécialité ».

L'absence des cadres de réponse financier, liste interlocuteur principal par spécialité et/ou du mémoire technique entraînera l'irrégularité de l'offre. Cette irrégularité ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une régularisation.

**IMPORTANT :**

- cette liste est susceptible d'être légèrement modifiée dans le règlement de la consultation relatif aux offres.

#### 6.4.2. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE

Les conditions de remise des offres, identiques à celles de remise des candidatures, seront indiquées dans le règlement de la consultation spécifique envoyé(e) aux candidats concernés.

## ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES

**Rappel :** Seuls pourront être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures annoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde de ce document.

### 7.1. VERIFICATION DU CARACTERE COMPLET DES CANDIDATURES ET DE LEUR CONFORMITE AUX CONDITIONS DE PARTICIPATION (Aptitude, capacités, non interdiction de soumissionner)

Conformément aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique, chaque candidat doit remettre impérativement les documents et renseignements indiqués ci-dessous, dans les conditions décrites à l'article ci-dessus « modalités de réponse ».

#### 1) Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

DC1 : lettre de consultation	Dument complété par le candidat unique ou par tous les membres du groupement
------------------------------	--

#### 2) Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé	Document à renseigner
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Cadre de réponse candidature joint au dossier de consultation - <b>Phase candidature</b>

**Attention !** Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de fournir, le cas échéant, un ou plusieurs chiffres d'affaires au cours des trois dernières années (ex : entreprise nouvellement créée), il peut le fournir sur les deux dernières années ou sur la dernière année en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité dans la mesure où les informations sur ces CA sont disponibles. Par ailleurs, si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents *demandés par l'acheteur ci-dessus*, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : (ex : attestation d'un commissaire aux comptes, déclarations de contrat(s) en cours justifiant le futur CA, déclaration appropriée de banque, etc.).



Toutefois, il doit être écarté s'il ne répond pas au niveau minimum de capacité financière requis, le cas échéant.

**3) Renseignements concernant la capacité professionnelle de l'entreprise :**

Libellé	Document à renseigner
Présentation des références au cours des trois dernières années en lien avec l'objet de l'accord-cadre	Cadre de réponse candidature joint au dossier de consultation - <b>Phase candidature</b>

**4) Renseignements concernant la capacité technique de l'entreprise :**

Libellé	Document à renseigner
Présentation des effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Cadre de réponse candidature joint au dossier de consultation - <b>Phase candidature</b>
Description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre.	Cadre de réponse candidature joint au dossier de consultation - <b>Phase candidature</b>

**5) Agréments / habilitations nécessaires en raison de la réglementation de l'activité :**

Libellé
Attestation d'inscription à l'Ordre des architectes en cours de validité ou équivalent à celles prévues pour les candidats non établis en France (loi 77-2 du 3 janvier 1977) que devra disposer obligatoirement le mandataire du groupement

Pour présenter leur candidature, **les candidats peuvent utiliser soit le formulaire DC2 (déclaration du candidat) et, le cas échéant, DC4 (déclaration de sous-traitance)**, disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera, au plus tard avant l'invitation à soumissionner, d'une part, que les pièces et informations énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence sont présentes et complètes (dont le DC1), d'autre part, l'aptitude, la capacité et la non-interdiction de soumissionner des candidats (notamment, vérification attestations URSSAF et fiscale).

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur aura la faculté de demander à tous les candidats concernés les pièces ou informations absentes ou incomplètes dans un délai approprié et identique pour tous.

Si une candidature est ou demeure incomplète ou si un candidat ou un soumissionnaire ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, sa candidature sera déclarée irrecevable et il sera éliminé.

Si la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats, le candidat dont la candidature aura été classée immédiatement après la sienne pourra être sollicité pour produire les documents nécessaires.

**Conformément à l'article L2141-3 du code de la commande publique, à l'issue de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera :**

- les candidats en période d'observation dans le cadre d'un redressement judiciaire,
- les candidats en redressement judiciaire dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation ;
- Les candidatures qui après vérification ne présentent pas de capacités suffisantes au regard des éléments demandés dans le présent règlement de consultation,
- les candidatures qui ne sont pas sélectionnées au regard des critères de sélection mentionnés dans l'avis de publicité et rappelés à l'article « CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE » ci-après,
- les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

## **7.2. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE**

Les candidatures seront sélectionnées en appliquant les critères suivants aux renseignements fournis par les candidats dans leur dossier de candidature :

### **• Critères de limitation des candidatures**

<b>Critère de limitation des candidatures</b>	<b>Exigences minimales</b>	<b>Note maximale</b>
<b>1.</b> Pertinence des références présentées en lien avec l'objet de l'accord-cadre pour chacun des domaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Compétence en architecture</li> <li>♦ Compétence en économie de la construction</li> <li>♦ Compétence en ingénierie du bâtiment Tous Corps d'Etat</li> <li>♦ Compétence en qualité environnementale, éco construction, décarbonation</li> <li>♦ Compétence en mission SSI</li> </ul>	60 points
<i>L'analyse se fera au regard des éléments indiqués par le candidat dans le cadre de réponse « candidature » joint au présent DCE (typologie des références, nature des travaux, consistance des missions, site occupé...)</i>		
<b>2.</b> Pertinence et qualité de la composition de la structure (candidat unique ou en groupement) en lien avec l'objet du marché : (Préciser pour chacun les domaines de compétences)		40 points
<i>L'analyse se fera au regard des éléments indiqués par le candidat dans le cadre de réponse candidature (un organigramme de la structure devra être joint)</i>		

### **• Méthode de notation des candidatures**

Le système de notation décrit ci-dessous est retenu pour l'analyse comparative des candidatures.

**Pour la pertinence des références :** la note maximale de **60 points** sera attribuée au candidat présentant les références les plus pertinentes en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

**Pour la pertinence de la composition de la structure du groupement :**

la note maximale de **40 points** sera attribuée au candidat présentant une variété et une pertinence dans les domaines de compétences en lien avec l'objet de l'accord-cadre

A l'issue de la sélection des candidatures, le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature n'est pas sélectionnée au regard des critères de sélection mentionnés dans le règlement de la consultation et rappelés ci-dessus.

Tout candidat n'obtenant pas une note au global, supérieur ou égale à la moyenne sera éliminé.

**7.3. CRITERES DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS QUI SERONT ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE**

A l'issue de l'analyse des candidatures, un classement sera établi. Les 5 candidatures obtenant une note supérieure ou égale à la moyenne et classées pourront être invitées à présenter une offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir moins de candidats au vu des informations fournies par les candidats.

**ARTICLE 8 - EXAMEN DES OFFRES ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE**

**8.1. EXAMEN DES OFFRES**

**A l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, conformément aux articles R2152-3, R2152-5 et R2153-3 du code de la commande publique.**

Toutefois, conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai identique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

**AUDITION DES CANDIDATS**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de convoquer les 5 candidats qui ont remis une offre à une audition. Ces auditions ont pour but de vérifier l'adéquation de l'offre aux besoins du pouvoir adjudicateur et pourront porter sur les demandes de précisions relatives à l'offre.

La date prévisionnelle de démarrage de ces auditions sera communiquée lors du lancement de la phase offres.

Elles se tiendront sous forme d'entretien distanciel via teams. Ces auditions seront enregistrées avec l'accord des candidats pour faciliter les comptes-rendus d'audition.

**Aucune négociation de l'offre ne pourra être faite à cette occasion.**

Ces auditions n'entrent pas dans la notation de l'offre.

## 8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES, PONDERATION ET CHOIX DE L'OFFRE ECONOMIQUEMENT LA PLUS AVANTAGEUSE

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et des sous-critères qui seront définis dans le règlement de consultation adressé aux candidats sélectionnés.

	Critères et sous-critères	Pondération des critères et sous-critères
1	<p><b>Critère Prix</b></p> <p><i>L'examen du critère se fera au regard de d'un panier caché issu du cadre de réponse financier</i></p>	50,00
2	<p><b>Critère valeur technique</b></p> <p>2.1 Sous-critère Profils de la liste « Interlocuteur principal de chaque spécialité » renseignée avec fourniture des CV des personnes nommées (Compétences, expertises et expériences professionnelles)</p> <p>📎 Document joint dans le dossier de consultation des offres</p> <p>2.2 Sous-critère « Pertinence de la méthodologie d'intervention et modalités d'exécution des missions ».</p> <p><i>L'examen du critère se fera au regard du mémoire technique remis par le candidat</i></p>	<p>10.00</p> <p>40.00</p>

**IMPORTANT:**

**Il est demandé aux candidats dans leur mémoire technique justificatif de bien vouloir s'en tenir strictement aux informations demandées et de ne pas fournir d'éléments sans rapport avec la demande du pouvoir adjudicateur. Le sommaire du mémoire technique devra obligatoirement reprendre les critères et sous-critères mentionnés dans le présent règlement de la consultation.**

Les candidats devront produire tout justificatif pertinent permettant à le pouvoir adjudicateur de vérifier l'exactitude des informations fournies dans le cadre de leur offre.

### 8.3. MODALITES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

L'accord-cadre sera attribué au maximum à 2 attributaires.

**Le pouvoir adjudicateur choisira les 2 premières offres dans le classement.**

#### **8.4. PIÈCES CONCERNANT LES ATTRIBUTAIRES ENVISAGES POUR DEPOSER UNE OFFRE QUI SERONT VERIFIEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR OU DONT LA COMMUNICATION SERA EXIGEE DE SA PART**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

### **ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION ET QUESTIONS/REPONSES SUR CES DOCUMENTS**

#### **9.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

##### **9.1.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures, des modifications aux documents et renseignements demandés.

##### **9.1.2. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OFFRE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents et renseignements relatifs à l'offre demandés au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres qui sera indiquée dans le règlement de la consultation des offres.

Si ces modifications sont manifestement importantes, le pouvoir adjudicateur prolongera le délai de réception des offres de façon proportionnée à l'importance des modifications.

#### **9.2. QUESTIONS / REPONSES SUR LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

##### **9.2.1. QUESTIONS**

**Pendant la phase précédant la remise des candidatures**, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir leurs questions ou demandes de renseignements complémentaires au plus tard 10 jours avant les date et heure limites de dépôt des candidatures.

**Pendant la phase d'élaboration des offres**, les soumissionnaires pourront également demander un complément d'informations, nécessaires à l'élaboration de l'offre, dans les délais fixés dans le règlement de la consultation des offres envoyé à tous les soumissionnaires retenus à présenter une offre.

Dans les deux cas, les demandes seront transmises UNIQUEMENT par voie électronique via l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

### **9.2.2. REPONSES**

**Pendant la phase précédant la remise des candidatures,** les réponses aux demandes seront envoyées à tous les candidats via la plate-forme de dématérialisation au plus tard 6 jours avant la date de remise des candidatures.

**Pendant la phase d'élaboration des offres,** les réponses aux demandes parvenues dans les délais requis seront envoyées à tous les soumissionnaires via la plate-forme de dématérialisation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Toutefois, si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de répondre dans ce délai, le délai de réception des offres sera prolongé de façon proportionnée à l'importance des informations demandées.

Dans les deux cas, il ne sera répondu à aucune question orale.